

Economie | Agnès Pannier Runacher interpellée par la situation des papeteries de Condat



En visite mercredi en Dordogne, Agnès Pannier-Runacher, secrétaire d'état auprès du ministre de l'économie, devait parler d'artisanat et exclusivement mais la situation des papeteries de Condat, en proie à des difficultés s'est vite invitée dans les débats avec les élus et les parlementaires présents. Après avoir rencontré les représentants de l'intersyndicale de l'entreprise, Agnès Pannier-Runacher a annoncé la tenue d'une réunion le 28 août avec le délégué interministériel aux restructurations d'entreprises, Jean-Pierre Floris, à propos de l'avenir du site, qui emploie 500 salariés.

Les papeteries de Condat au Lardin Saint Lazare, qui appartiennent au groupe Lecta (leader dans la fabrication et la distribution de papiers spéciaux pour étiquettes et emballages souples) avec ses 500 salariés, est le premier employeur privé du département de la Dordogne. Le site périgourdin est en proie à d'importantes difficultés. Les usines françaises fabriquant du papier couché n'ont plus réellement le vent en poupe, surtout après la fermeture de l'usine d'Argo Wiggins à Bessé-sur Braye. Unaniment, élus du département et les parlementaires, malgré leurs divergences, se mobilisent depuis plusieurs semaines pour sauver cette entreprise, installée en secteur rural.

Lors de sa visite en Dordogne, qu'elle ne devait consacrer au départ qu'à la promotion de l'artisanat et à l'excellence du savoir-faire français (nous y reviendrons), Agnès Pannier-Runacher, secrétaire d'état auprès du ministre de l'économie, a été interpellée par les élus dès sa descente de voiture. D'emblée, elle a tenu à rassurer en soulignant qu' "on va se battre pour sauvegarder cette usine, appelant l'actionnaire à prendre ses responsabilités." L'inquiétude est telle que les élus du Périgord sont mobilisés au cours de l'été pour réclamer l'intervention du chef de l'état. Ils lui ont écrit en ce sens. Dominique Bousquet, maire de Thenon et président de la Communauté de communes, tient à rappeler que Condat, c'est plus de 2000 emplois industriels sur les départements de la Dordogne et de la Corrèze toute proche, et Condat représente 25 % des revenus de la collectivité locale.

Actuellement, sur le site, une ligne de fabrication, la 8 est arrêtée. Face aux difficultés des usines fabriquant du papier couché le groupe Lecta a prévu d'investir et de reconverter cette ligne sur la fabrication de papiers pour étiquettes autocollantes. "Nous avons les savoir faire et les essais ont été concluants, précise Patrice Loiseau, de la CFE CGC. Sauf que la reconversion de la ligne en production suppose un changement de process industriel et de lourds investissements. En décembre dernier, le gouvernement a promis une aide d'un montant de 35 millions d'euros, sous la forme d'une aide à la transition énergétique. Sauf que cette promesse est aujourd'hui contrariée par la Commission européenne : Bruxelles bloque le versement de ces 35 millions d'euros par l'Etat français.

Une réunion le 28 août

Finalement, les représentants de l'intersyndicale des papeteries de Condat, ont pu rencontrer la représentante du gouvernement et exprimer leur inquiétude quant à l'avenir du site périgourdin. "Sans ces 35 millions, il n'y aura pas les investissements prévus et c'est la fermeture qui menace," résumant -ils. Agnès Pannier-Runacher a tenu à rassurer en précisant que le gouvernement suit de près la situation. Elle a annoncé la tenue de la réunion le 28 août prochain avec les élus, la direction du groupe Lecta, les représentants de l'intersyndicale. *"Le principal objectif est d'avoir un calendrier de travail, les différents scénarios sur lesquels on peut travailler de façon à donner un maximum de lisibilité aux salariés. Notre but est de maintenir Condat. L'Etat est prêt à faire l'effort mais il faut un projet industriel qui soit suffisamment robuste pour que la Commission européenne puisse l'accepter."*

Du côté des représentants des salariés, on ne cache pas l'inquiétude grandissante. *"La secrétaire d'état a tenu à rassurer. Pour l'instant, on n'a rien de concret, même si l'annonce de la réunion du 28 août est une bonne chose,"* indique le représentant de la CGT. *"La surprise vient du fait qu'on nous a toujours dit que c'était un beau projet industriel qui tenait la route, sauf qu'aujourd'hui rien n'est moins sûr et les 35 millions sur la table, c'est pas fait. Et nous sommes dans une conjoncture défavorable, avec une usine du groupe en Italie, qui accuse des gros problèmes de production et qui pénalise les comptes du groupe. Les comptes de Lecta sont dans le rouge, par conséquent, les comptes de l'usine aussi. L'Etat et l'Europe veulent des garanties,"* indique Patrice Loiseau, CGC CFE. La tenue de la réunion du 28 août semble décisive pour l'avenir des papeteries de Condat, surtout que l'échéance qui a été communiquée aux salariés est fixée entre la mi et la fin septembre.



Claude-Hélène Yvancich

Crédit Photo : Claude-Hélène Yvancich

Publié sur aqui.fr le 14/08/2014

[Url de cet article](#)